

<http://divergences.be/spip.php?article4095>



Le groupe UNIR 3Â° Marcel Prenant

- Un Caillou dans l'Histoire - UNIR ! -

Date de mise en ligne : samedi 14 juin 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Les mémoire d'un oppositionnel : Toute une vie à gauche

Sommaire

- [Communiste malgré tout.](#)
- [L'Algérie](#)
- [De Gaulle](#)
- [Unir](#)
- [Le Débat](#)

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L251xH350/6489-28f96.webp>]

Marcel Prenant

Extrait des pages 312 à 321...

où Marcel Prenant [\[1\]](#) évoque le groupe UNIR

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L262xH400/toute-une-vie-a_-gauche-dd245.webp]

Toute une vie à gauche

Communiste malgré tout.

Les premiers proclameraient qu'une vanité intellectuelle mal placée l'emportait sur ma fidélité, les seconds agiteraient ma démission comme un épouvantail au nom de la liberté de pensée. Ces deux perspectives m'étant également odieuses, je réduisis les dégâts au minimum en différant mon départ.

Je fis bien car la presse réactionnaire de tout poil fit grand tapage autour du congrès de Gennevilliers, et souligna mon élimination en rapport avec l'affaire Lyssenko. Je reçus même, à ce propos, un billet personnel de Maître Biaggi, l'avocat gaulliste, qui était devenu un des leaders d'extrême droite. Il se disait de cœur avec moi, et me comparait à un « nouveau Galilée » ! C'était trop. Je restai donc encore huit ans au Parti et à ma cellule.

Ces années ne marquèrent aucune amélioration de mes rapports avec le Parti communiste, bien au contraire. Il se trouva d'autre part que le Parti entra, en 1950, dans une crise grave déclenchée surtout par la maladie de Maurice Thorez. Il alla se soigner à Moscou, et pendant ce temps, la direction du Parti fut assurée par une équipe provisoire. Thorez n'avait avec Paris que des relations intermittentes par des messagers de confiance dont le plus régulier était Jeannette Veermersch. Par ces intermédiaires, il avait prétendu reprendre personnellement la direction politique, bien avant d'avoir récupéré toute la capacité de travail indispensable. Il fut encouragé en cela par les dirigeants internationaux staliniens enchantés de tenir en mains, plus directement que jamais, la politique du Parti communiste le plus puissant du monde occidental.

On ne saurait trop souligner la responsabilité accaparée, en toute vanité, par le couple Thorez-Veermersch, gâté déjà depuis 1945 par une certaine griserie du pouvoir, et par le culte de la personnalité développé autour de Maurice Thorez, jusqu'à la ridicule apothéose de son cinquantenaire.

Sans vouloir évoquer ici tous les aspects de cette action politique néfaste, je me bornerai à celui qui me fut le plus douloureux par son iniquité, les procès intentés à Charles Tillon et André Marty, que j'estimais infiniment l'un et l'autre.

Depuis que j'avais été le collaborateur immédiat de Charles Tillon, j'avais pour lui une grande admiration, que renforçait encore son passé révolutionnaire, ainsi que son action politique menée après la Libération. Il était, il est vrai, haï de Jeannette Veermersch. Aussi, quand un jour de 1951 je lus dans l'Humanité que Tillon était accusé de détournement de fonds, je compris tout de suite qu'il s'agissait là d'un coup de la Veermersch. L'année suivante, c'était le tour d'André Marty attaqué, lui, comme policier.

Après les avoir accusés séparément pour des motifs différents, mais également infamants, leurs dénonciateurs cherchèrent ensuite à amalgamer les deux affaires grâce à un prétendu complot ourdi entre eux. Quel que fut mon désir de revoir Charles Tillon, et de lui témoigner au plus vite ma sympathie dans sa disgrâce, il était hélas trop certain que tout essai de ma part aurait été utilisé contre lui par ses persécuteurs. Il fallait donc patienter.

En 1953 une session du Comité central supprima à Marty et à Tillon toutes leurs responsabilités dans le Parti. Ils eurent tous deux l'attitude que l'on pouvait attendre. Retiré dans son village natal du Roussillon, André Marty ne tarda pas à y mourir de chagrin à soixante-six ans.

Très entouré d'affections, Tillon a mieux supporté le choc.

Je ne sais plus très bien comment je l'ai retrouvé après la crise de 1953. Ce dont je suis sûr, c'est que ce jour-là nous tombâmes dans les bras l'un de l'autre. Aussitôt Charles et Raymonde Tillon m'invitèrent à aller leur rendre visite dans leur retraite de Montjustin, non loin de Manosque. Depuis, nous nous sommes revus souvent, et notre amitié d'octogénaires est toujours aussi fervente.

Si ma conviction est faite depuis longtemps quant aux persécuteurs de Marty et de Tillon, je ne le dois pas pourtant aux confidences de l'un ou de l'autre. Tillon ne m'a jamais reparlé de cette question. Pourtant on sait bien que, dès sa rentrée d'U.R.S.S. en 1945, le couple Thorez jalousait Tillon, aussi bien que Marty, pour leur popularité révolutionnaire indiscutée. En 1950, avec la maladie de Thorez et son transfert à Moscou, le couple croyait à la fois sentir l'urgence d'agir, et en avoir la possibilité par de troubles intrigues menées à Moscou et à Paris.

Robrieux, [2] dans les pages qu'il a consacrées à cette question rapporte une conversation qu'il a eue avec Jeannette Veermersch. Comme il lui demandait si la décision finale d'abattre politiquement André Marty était due aux communistes soviétiques ou français, elle lui a répondu cyniquement : « Nous avons eu beaucoup de mal à l'obtenir de nos camarades soviétiques. »

Le retour de Thorez en France coïncida avec une crise politique où les difficultés intérieures s'aggravaient en raison des tensions dues à la guerre froide, de l'intégration de la France à l'O.T.A.N., de la perte inéluctable du Viêt-nam, et du soulèvement algérien. Même si ses forces avaient été intactes, Thorez eût probablement été dépassé par ces problèmes mondiaux. Il rentrait, mal remis de son hémiplégie, et très limité dans ses possibilités de travail. De plus, depuis la mort de Staline, Thorez ne trouvait plus dans les tiraillements qui agitaient le Parti soviétique la ligne de conduite ferme à laquelle il se référait auparavant, tant par esprit de discipline que par faiblesse de caractère.

Dans ces conditions, le mieux pour le Parti communiste français eut été l'organisation d'une direction collégiale appuyés sur une véritable démocratie. Mais une telle décision eût été directement à contre-courant de l'évolution qui poussait de plus en plus, depuis 1945, au culte de la personnalité de Maurice Thorez. À cette évolution Jeannette Veermersch veillait avec soin. D'une intelligence assez bornée, ambitieuse et vindicative elle avait été introduite par la petite porte au Bureau politique. Mais grâce au rôle prépondérant de messagère qu'elle avait joué entre Paris et Moscou, elle avait conservé des accès privilégiés auprès de certains membres du Comité central, parmi les plus staliniens.

De quoi était fait, à cette époque, l'immense pouvoir personnel de Maurice Thorez dans le Parti ? Tout d'abord du souvenir des services qu'il avait rendus dans le passé, singulièrement dans la création du Front populaire. Ensuite, des relations nouées avec Moscou par le couple avec certains dirigeants staliniens. Et enfin, de l'exploitation systématique et minutieuse de la hiérarchie interne du Parti pour asseoir davantage son autorité. J'ai contribué à mon insu à fournir, dès 1945, un élément important à son culte. On me fit lire en effet, au congrès de Gennevilliers, le texte suivant dont je ne vis pas alors toute la portée :

HOMMAGE DES FRANCS-TIREURS ET PARTISANS A M. THOREZ

Au nom des soldats sans uniforme assassinés par l'ennemi... au nom d'une formation glorieuse entre toutes les formations des Forces françaises intérieures : Les Francs-tireurs et Partisans français, nous saluons Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste français, inspirateur, guide et chef véritable de nos formations militaires. Sans l'effort clairvoyant et soutenu qu'il entreprit dès avant la guerre contre toutes les formes de la trahison nationale et sans l'exemple d'intransigeance qu'il donna au moment de la « drôle de guerre », en refusant de composer sous quelque condition que ce soit, avec les formes les plus insidieuses de la trahison nationale, sans l'exemple d'énergie et de sens aigu des responsabilités qu'il proposa à cette occasion aux meilleurs fils de notre peuple, rien de ce que nous avons fait n'eût été possible... Salut à Maurice Thorez, le premier en date des combattants sans uniforme contre le fascisme hitlérien et les traîtres. Salut à Maurice Thorez, le premier des Francs-tireurs et Partisans français !

Si j'ai lu ce texte, c'est que rentrant tout juste de déportation, je n'étais pas alors en mesure de soupeser le sens de ces termes, dont certains soigneusement étudiés visaient à abuser de notre naïveté. Les années passant le culte de Thorez s'édifia sur des excès de ce genre, auxquels adhèrent trop de membres du Parti jusqu'aux plus hauts échelons de la hiérarchie.

L'Algérie

L'erreur la plus grave, dans cette période, porta sur la décolonisation de l'Algérie. Le problème de principe n'était pourtant pas neuf pour les communistes. Lénine ne l'avait-il pas largement développé dans son ouvrage classique sur l'impérialisme ?

Dès 1948, à l'époque où s'annonçait la guerre froide des États-Unis contre l'U.R.S.S. et le communisme international, j'avais entendu Marcel Cachin, [3] dans une conférence magistrale faite au Quartier latin devant les étudiants communistes, prédire que le point faible du capitalisme allait être son impérialisme colonisateur, et évoquer de façon prophétique la libération progressive de tous les peuples coloniaux.

Le Parti n'aurait pas dû se laisser surprendre par la décolonisation de l'Afrique du Nord, d'autant moins qu'en 1921-26 déjà, il avait pris vigoureusement position contre la guerre du Rif marocain. Il ne sut ou ne voulut pas le faire avec la même netteté contre la guerre en Algérie.

Déjà en 1949, quand je fis pour le Mouvement de la Paix une tournée de conférences en Afrique du Nord, j'étais revenu avec l'impression que la situation algérienne était critique et ne pouvait durer ainsi plus de quelques années. L'insurrection attendue débuta en 1954 dans les Aurès et fit rapidement tache d'huile. Pour la réduire, les gouvernements successifs de la IVe République employèrent d'abord les troupes stationnées en Algérie puis celles ramenées du Vietnam après la défaite de Dien Bien Phû, et enfin des contingents prélevés directement sur le territoire français. Alors les choses se gâtèrent dans l'opinion publique.

Mais la direction du Parti communiste français montra une étrange passivité. Elle n'osa pas contrecarrer les mouvements de jeunes qui se produisirent ça et là, mais ne fit rien non plus pour les aider, en arguant que l'on n'était pas sûr que la nation algérienne fut assez mure pour mériter l'indépendance !

Il advint à cette époque que dans mon arrondissement parisien eut lieu une élection partielle où le candidat communiste était le bon militant Monjauvis [4]. Moi qui depuis longtemps, me tenais à l'écart des réunions publiques j'assistai pourtant à l'une d'entre elles, destinée aux universitaires. Avant l'ouverture de la séance, je causais avec quelques camarades quand arriva Roger Garaudy [5], orateur délégué par le Comité central qui nous demanda conseil sur les problèmes qu'il devait traiter. Je répondis qu'il fallait parler de la question algérienne. Garaudy parut très ennuyé et me demanda : « Pourquoi la question algérienne ? », comme si elle n'avait préoccupé personne ! Et il n'en dit que quelques mots vagues.

L'attitude des socialistes était plus ambiguë encore. J'eus un soir l'occasion d'entendre s'exprimer sur ce sujet, Vincent Auriol [6], alors président de la République, venu honorer de sa présence le bal de l'École de Sèvres. Comme ma femme, directrice de l'école, l'avait mené au buffet, la conversation tomba sur l'Algérie. Et j'entendis Auriol nous déclarer : « En tant que socialiste et marxiste je ne peux pas admettre que l'Algérie accède à l'indépendance puisqu'elle n'est pas passée par un régime capitaliste. »

Devant l'impopularité de la guerre d'Algérie, devenue sans cesse plus odieuse et plus onéreuse, le président fit appel, en 1956, à un gouvernement Guy Mollet [7] auquel le Parti communiste vota l'investiture, tout en continuant à évoquer démagogiquement « la nation algérienne en formation ». Le résultat fut malheureux. Guy Mollet parti en visite à Alger, fut accueilli dans les rues, en compagnie du gouverneur général, par des jets de tomates.

Rentré à Paris, il demanda le renforcement des moyens de guerre et l'octroi de pouvoirs spéciaux pour accentuer la répression. Il les obtint sans peine au Parlement, et le Parti communiste se trouva très divisé à ce sujet.

Sa dégénérescence en fut accélérée, et la République, dès lors condamnée, agonisa deux ans encore. Tout était prêt en 1956 pour accueillir le général de Gaulle [8], qui pouvait même faire l'économie d'un coup d'état militaire.

De Gaulle

On a appris beaucoup plus tard que, dans ces heures troubles, Maurice Thorez avait disparu sans laisser ni traces ni instructions pour le Parti. On le retrouva en Suisse huit jours après. Il est beau, dans ces conditions d'intoxication générale, qu'une manifestation de deux cent mille personnes eût pu être improvisée par les organisations de gauche pour la défense de la démocratie, entre les places de la Nation et de la République.

L'ayant suivie de bout en bout, j'ai pu constater qu'un peu moins fournie peut-être que celles rassemblées en 1936 par le Front populaire, elle ne leur cédaient en rien pour la ferveur des convictions, et l'emportait peut-être sur elles par plus de gravité. J'y rencontrai même des collègues dont certains ne s'étaient jamais montrés dans une manifestation de rue.

Un cortège ne pouvait cependant pas changer le cours des événements. De Gaulle, arrivé le soir même tout simplement en voiture, s'installa sur le champ dans les fonctions présidentielles. Rapidement un référendum, acquis à une énorme majorité, ratifia la Constitution qu'il avait édictée. Comme le Parti communiste seul avait demandé aux électeurs de voter « non », on sut facilement qu'il avait perdu près d'un million de voix par rapport aux élections législatives précédentes. Cette évaluation se trouva largement confirmée par le scrutin législatif de novembre, où il s'avéra que la perte était de un million six cent mille voix.

Au lendemain du référendum j'écrivis personnellement à Maurice Thorez une lettre de démission motivée essentiellement par la politique algérienne du Parti et ses conséquences désastreuses. Comme je me savais depuis longtemps à peu près oublié politiquement, je ne m'attendais même pas à une réponse. Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre, par l'Humanité du 8 octobre 1958, que Thorez avait fait état de ma lettre, lors d'une séance du Comité central, en la critiquant violemment et me traitant notamment de « laougnard », terme peu usité équivalent à peu près à « poltron ».

Par ma démission j'avais renoncé à l'insignifiante part de décision que, jusque-là, je pouvais espérer détenir dans ma cellule. Dans le système thorzien, aucune discussion n'y était possible, pas plus d'ailleurs qu'elle ne l'était au Comité central. Et pourtant, en me retirant au fond de mon trou universitaire, j'avais la prétention de rester, tant bien que mal, un vrai communiste sans carte et fidèle à la ligne léniniste.

Durant cette période la pire faute de Thorez et de ses séides fut de chercher à dissimuler le rapport Khrouchtchev [9] du XXe Congrès du Parti soviétique. Quand la presse bourgeoise s'en mêla, ils parlèrent de faux, alors que Thorez savait très bien le rapport Krouchtchev authentique. Étalés sur des années, ces mensonges furent exploités par les réactionnaires de tous genres, et firent beaucoup plus de tort au Parti français que n'en aurait fait un exposé clair de fautes dont il n'était nullement responsable.

J'ai mis près de vingt ans à comprendre pourquoi Maurice Thorez, plusieurs années après le XXe Congrès, continuait à s'opposer à ce que le rapport accusateur de Khrouchtchev fut connu des communistes français. C'est que, de plus en plus inféodé à Staline et à sa politique, il en était venu, en U.R.S.S. même, à jouer avec les continuateurs de Staline contre l'autorité réformatrice de Khrouchtchev.

Unir

Le malaise ainsi créé dans le Parti s'accrut des fautes politiques de Thorez vieillissant, tant vis-à-vis de l'indépendance algérienne qu'en face du retour de de Gaulle au pouvoir. C'est dans ces circonstances qu'en 1958 j'avais quitté le Parti, à l'image de bien d'autres. Les groupes de dissidents s'étaient formés autour de petits mensuels, et la publicité que l'Humanité donna à ma démission me valut d'être assiégé pendant des mois par des émissaires de trois de ces groupes qui cherchaient à m'attirer dans leurs rangs. Je ne me laissai faire ni par ceux du Journal Le Communiste, qui m'apparut trop sectaire, ni par ceux de La vie communiste, qui, à mon sens, n'avait pas de fermeté doctrinale, et risquait de glisser par là vers la social-démocratie.

Bien que très rétif à toute forme de réengagement, je me laissai séduire, à la longue, par les avances du troisième de ces mensuels : Unir pour le communisme ou plus brièvement Unir. Contrairement aux deux autres ce journal quasi clandestin ne se vendait pas au numéro, mais était exclusivement adressé à des membres du Parti qui risquaient l'exclusion s'ils étaient découverts. Évidemment Unir était spécialement abhorré des dirigeants thoréziens.

Voici pourquoi, dans mes relations avec les responsables d'Unir, je n'eus le plus souvent affaire qu'à des pseudonymes et à des adresses fictives. Je ne connaissais qu'un très petit nombre de noms authentiques, ceux par exemple de mes anciens collègues du Comité central, Jean Chainton [\[10\]](#) et Roger Pannequin, ceux du docteur Wolfson et de sa femme, deux militants de la première heure, de Georges Hallé [\[11\]](#), vieux syndicaliste de la Fédération postale, et de Lucienne Dehorme qui avait été ma collègue à la Sorbonne pendant des années. Ces quelques noms m'étaient garants de la probité politique du groupement. Les choses allèrent ainsi jusque vers 1960-61 époque où, dans les hautes sphères du Parti, une relance de la répression thorézienne suivit l'affaire Casanova-Servin qui fit au moins autant de bruit qu'en avait fait, huit ans plus tôt, celle de Tillon-Marty.

La déchéance de Casanova [\[12\]](#) et de Servin [\[13\]](#) entraîna une nouvelle vague d'exclusions. Furent frappés par exemple Kriegel-Valrimont [\[14\]](#), Havez, Pronteau [\[15\]](#)... et le tout jeune Robrieux. Par démissions ou départs, le Parti perdait encore des dizaines de milliers de membres. Les camarades d'Unir jugèrent donc urgente la tâche de les accueillir. Comme cela était impossible dans leur organisation clandestine, ils songèrent à créer parallèlement au grand jour, une « Amicale des anciens membres du Parti communiste français », dotée d'un mensuel spécial, vivant d'abonnements aussi bien que de la vente au numéro : « Le débat communiste ».

Le Débat

Cette amicale compta bientôt deux à trois mille membres, ce qui représentait un succès certain. Ils étaient pourtant bien peu de chose au regard des centaines de milliers de membres que le Parti avait perdus. L'amicale était animée par trois anciens membres du Comité central : Chaintron, Pannequin et moi-même, et les réunions que nous organisions à Paris rassemblaient deux à trois cents auditeurs.

On m'avait donné, comme directeur, la responsabilité du Débat qui était imprimé par notre camarade Gleize [16], jadis déporté à Neuengamme pour ses impressions clandestines sous l'occupation allemande.

L'entreprise marcha régulièrement pendant plusieurs années. Vendu au numéro et jumelé avec Unir pour les abonnements, le Débat sortait à plusieurs milliers d'exemplaires. Mais les événements politiques, parmi lesquels la mort de Thorez, qui eurent pour suite l'atténuation de la répression intérieure dans le Parti, estompèrent peu à peu les buts de cette activité. Les deux journaux fusionnèrent sous le titre Unir-Le Débat. J'en demeurai quelques temps le directeur, mais je dus renoncer à cette responsabilité à la suite des événements de 1968.

A cette époque, certains camarades crurent bon d'ouvrir le dialogue avec les « révolutionnaires » déçus, et de leur offrir asile dans notre presse. Je tentai de les en dissuader, car beaucoup de ces « gauchistes » ne me semblaient mériter aucune confiance quant aux provocations possibles contre le Parti. Ne voulant pas couvrir une telle opération, j'avertis mes camarades du danger qu'ils couraient, et comme ils n'y renonçaient pas, je me retirai de la direction du Débat.

Gleize accepta pourtant d'organiser le dialogue qui introduirait les « gauchistes » dans notre presse. Mais cela ne dura que quelques semaines. Vers le début de 1969 je rencontrai Gleize dans une réunion de déportés qui me confessa : « Tu avais bien raison de dire qu'il nous serait impossible de nous entendre avec les gauchistes, et qu'ils nous déborderaient aussitôt. Pour leur échapper nous avons dû nous saborder. » Ainsi se termina l'aventure d'Unir et du Débat, où je m'étais embarqué dix ans durant.

J'avais alors soixante-quinze ans, et ne souhaitais plus me lier à aucune politique, ce qui ne m'empêchait pas de continuer à m'affirmer communiste. Quelles qu'aient pu être ses erreurs à certains moments le Parti que j'ai contribué à fonder il y a cinquante-neuf ans reste en France, à mon avis, le seul valable par sa fidélité aux principes idéologiques de Marx et de Lénine. Il représente la seule force organisée capable d'exprimer une philosophie cohérente des événements.

Ce livre presque introuvable a été édité en 1980

Transcrit par mes soins, 16 décembre 2011

[Lire la suite](#)

[1] Eugène Marcel Prenant, né le 25 janvier 1893 à Champigneulle et mort le 15 juillet 1983 à Paris[1], est un zoologiste et parasitologiste français.

[2] Philippe Jean-Louis Robrieux, né le 20 janvier 1936 à Paris et mort le 1er octobre 2010 à Bayonne, est un historien français, spécialiste du Parti communiste français. Il a aussi été secrétaire général de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1959-1961

[3] Marcel Cachin est un homme politique français, né le 20 septembre 1869 à Paimpol (Côtes-d'Armor) et mort le 12 février 1958 à Choisy-le-Roi (Seine). Parlementaire socialiste puis communiste de 1914 à 1958 (excepté sous l'Occupation), il est directeur du journal L'Humanité de 1918 à sa mort

[4] Lucien Monjaudis, né le 2 décembre 1904 à Paris (Seine) et mort le 15 décembre 1986 à Paris, est un homme politique et syndicaliste français. Il est député de la Seine de 1932 à 1936 et préfet de la Loire de novembre 1944 à septembre 1947, puis de la Savoie jusqu'en novembre 1947

[5] Roger Garaudy est un homme politique, philosophe, écrivain et négationniste français, né le 17 juillet 1913 à Marseille et mort le 13 juin 2012 à Chennevières-sur-Marne

[6] Vincent Auriol, né le 27 août 1884 à Revel (Haute-Garonne) et mort le 1er janvier 1966 à Paris, est un homme d'État français. Il est président de la République du 16 janvier 1947 au 16 janvier 1954

[7] Alcide Guy Mollet, dit Guy Mollet, né officiellement le 31 décembre 1905, la date réelle étant le 2 janvier 1906 à Flers (Orne) et mort le 3 octobre 1975 à Paris, est un homme d'État français

[8] Charles de Gaulle, né le 22 novembre 1890 à Lille (Nord) et mort le 9 novembre 1970 à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne), est un militaire, résistant, homme d'État et écrivain français. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle a fondé la France libre ; à la Libération, il préside le gouvernement provisoire jusqu'en 1946. Instigateur de la Ve République, il en a été le premier président du 8 janvier 1959 au 28 avril 1969.

[9] Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, né le 3 avril 1894 (15 avril dans le calendrier grégorien) à Kalinovka, dans l'Empire russe, et mort le 11 septembre 1971 à Moscou, est un homme d'État soviétique qui dirigea l'URSS durant une partie de la guerre froide

[10] Jean Chaintron, né le 28 août 1906 à Lyon et mort le 7 janvier 1989 à Paris, est un homme politique français. Communiste, militant anti-colonialiste, résistant français, préfet après la Libération, il a été sénateur du département de la Seine sous la IVe République. Entré en dissidence avec son parti, il a animé le groupe oppositionnel Unir pour le socialisme, adhéré un moment au Parti socialiste unifié et présidé après 1968 un éphémère nouveau Secours rouge.

[11] Né le 15 mai 1901 à Paris (XIe arr.), mort le 28 août 1977 à Paris XXe arr. ; ouvrier manipulant puis commis d'administration des postes ; militant communiste et syndicaliste de Paris

[12] Antoine Laurent Casanova, né le 9 octobre 1906 à Souk Ahras (Algérie française) et mort le 20 mars 1972 à Paris 14e, est un homme politique et résistant français. Marié à Danielle Casanova avant guerre, il est député communiste de Seine-et-Marne de 1945 à 1958. Il est ministre des Anciens combattants et victimes de guerre en 1946. Responsable du secteur des intellectuels communistes durant la guerre froide, il

est, en 1961, avec Marcel Servin, Maurice Kriegel-Valrimont, Jean Pronteau et Claudine Chomat, sa seconde épouse, au centre de l'affaire Servin-Casanova, dernière grande « purge stalinienne » au sein de la direction du PCF

[13] Marcel Servin, né le 20 octobre 1918 à Versailles (Yvelines) et mort le 26 octobre 1968 à Talange (Moselle), est un homme politique français. Secrétaire particulier de Maurice Thorez puis son directeur du cabinet quand il devient ministre en novembre 1945, il est élu député communiste de la Haute-Saône de 1946 puis battu en 1951. L'un des artisans des purges politiques des années 1950 à la direction du PCF, il est ensuite à son tour l'un des dirigeants du PCF écarté de la direction de ce parti en 1961, lors de l'« affaire Servin-Casanova »

[14] Maurice Kriegel-Valrimont, né le 14 mai 1914 à Strasbourg et mort le 2 août 2006 à Paris 4e, est un militant communiste qui prit part à la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et devient député après-guerre. Il reçoit avec le général Leclerc et Henri Rol-Tanguy la reddition de von Choltitz à la libération de Paris.

[15] Jean Pronteau, né le 31 août 1919 à Paris (14e arrondissement), et mort le 12 juin 1984 (à 64 ans) à Paris (5e arrondissement), est un résistant, un homme politique, d'abord au Parti communiste français (1943-1970), puis au Parti socialiste (1973-1984), et un universitaire français

[16] Maurice Joseph Louis Gleize, né à Nîmes le 7 janvier 1907 et mort le 20 avril 2003 à Montfermeil, est un résistant et poète français